

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DU CONSEIL EUROPÉEN RÉUNI À BRUXELLES, NOTAMMENT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE, LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA CEE ET LES ETATS-UNIS, LA SITUATION AU LIBAN, BRUXELLES, MARDI 29 JUNE 1982.

29 JUNE 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- Avant de rentrer à Paris, je souhaitais vous rencontrer. Non pas que j'aie des déclarations particulières à vous faire, mais un peu pour obéir à une tradition, en m'adressant surtout en cette circonstance aux journalistes français puisqu'il appartient au Président en exercice de la Communauté du Conseil européen de présenter lui-même le compte rendu de la conférence.

- Alors voilà, je vous écoute si vous avez besoin d'une information complémentaire, surtout sous l'angle de la France, naturellement.

- QUESTION.- Concernant la déclaration sur le Proche-Orient. Nous avons une déclaration qui ne contient aucune sanction contre Israël et presque aucune condamnation. Est-ce que vous pensez que cela servira à quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que le président Martens a dû vous parler de cette affaire ... pas encore ... Alors je suis navré. Evidemment la séance s'est terminée très tard, en fin de matinée, alors cela m'ennuie de précéder le président qui a la charge en question. Eh bien, vous lui poserez la question et vous saurez qu'il est mandaté pour répondre à cette question. Donc, ce n'est pas aussi vide de propositions que vous pouvez le croire à l'heure actuelle.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la délégation française s'estime satisfaite de ce texte sur le Moyen-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Le texte qui a été adopté, sur lequel nous avons nous-mêmes beaucoup travaillé, nous Français, pour faire valoir nos positions de fonds, a été remanié de telle sorte qu'il répond bien à nos préoccupations. Nous redoutions un texte réfugié dans les principes cent fois redits quant à la solution souhaitable pour le retour à l'équilibre dans le Proche et le Moyen-Orient, et c'est un peu ce que l'on pouvait craindre, à la première lecture. Le texte final correspond assez bien à ce que nous pensions, c'est-à-dire la reprise des indications par-rapport à l'actualité - l'actualité c'est celle de Beyrouth - et aussi par-rapport à la résolution française déposée devant le Conseil de sécurité 'ONU', dans laquelle est affirmée la nécessité de voir les armées étrangères au Liban s'écarter de Beyrouth, pour que s'établisse une zone dans laquelle pourraient s'exercer des contrôles sous l'autorité du gouvernement libanais, avec le concours le cas échéant de forces internationales. Et cela dans le respect des parties, qui fasse que la solution choisie ne soit pas celle de l'écrasement ou de l'humiliation. Tout cela, vous le savez, si vous avez pris connaissance, ce qui est certainement votre cas, du projet français de résolution au Conseil de sécurité, se retrouve dans le texte en question.

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez nous donner des précisions pour les propositions faites par la France à la Communauté 'CEE' au sujet de l'élargissement.

- LE PRESIDENT.- Sur l'élargissement vous savez que la France a toujours dit que non seulement elle ne voyait pas d'inconvénient mais elle voyait beaucoup d'avantages à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun sur-le-plan politique, pour l'affermissement de ces démocraties. Enfin ce sont deux pays d'Europe tout autant que nous, par l'histoire, la géographie, la culture et le reste.

- Se posent les problèmes économiques, agricoles et industriels, sans oublier la pêche, les problèmes d'immigration. Il faut traiter ces problèmes avec sérieux. C'est pourquoi nous avons demandé, et obtenu, que la Commission 'européenne' fasse l'inventaire des problèmes concrets qui se poseraient en-cas-d'élargissement à la Communauté en tant qu'institution. La représentation par exemple, le droit de veto et tout ce qui touche au Traité de Rome, aux implications qui ont suivi et aussi l'inventaire des problèmes posés à chacun des Etats-membres de la Communauté. Cet inventaire nous paraît nécessaire à nous Français pour que l'on sache de quoi on parle. Cela dit, nous sommes tout à fait d'accord pour estimer que si une réponse positive est apportée à toutes ces questions, eh bien, comme

je l'ai dit à Madrid, le plus tôt sera le mieux. Mais on ne peut pas éviter d'aborder ces questions. La réponse politique n'est pas suffisante.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que cet exercice d'évaluation est une cause dans les négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal et est-ce qu'il porte de la même façon sur le processus portugais et espagnol ?

- LE PRESIDENT.- Vous poserez la question également au Président du Conseil. Au Portugal, la France a déjà dit qu'elle ne faisait pas d'obstacle à l'adhésion de ce pays. A l'égard de l'Espagne j'ai déjà dit que l'élargissement serait souhaitable, il doit être abordé de telle sorte qu'il ne nuise pas et à l'équilibre interne de la Communauté et aux intérêts primordiaux d'un pays comme la France. Mais nous n'avons pas à faire de l'entrée simultanée de ces deux pays une condition & disons simplement que par respect des amour-propres nationaux beaucoup le considèrent comme souhaitable, et c'est un souci respectable.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la France est satisfaite des mesures ou des propositions qui sont faites en ce qui concerne la position américaine à l'égard de l'Europe en-matière économique.

- LE PRESIDENT.- Eh bien ma foi oui ! C'est parti d'un peu loin mais on y est arrivé. C'était d'abord beaucoup plus une question de ton que de fond, car sur le fond l'ensemble des pays de la Communauté ne peuvent pas accepter le comportement américain. Sous deux aspects : le premier c'est que si l'on se réunit comme on l'a fait dans un récent sommet à Versailles pour élaborer ce qu'on appellera un compromis, conclusion inévitable de ce genre de rassemblement, encore faut-il que les points de ce compromis soient respectés par ceux qui le signent, qui s'y engagent, et ne soient pas simplement un prétexte à propagande, ou bien simplement une façon de passer la difficulté pour, tout aussitôt, se retrouver comme si l'on n'avait pas pris d'engagement. C'est la situation dans laquelle se sont trouvés les pays de l'Europe et le Canada et le Japon par-rapport aux Etats-Unis d'Amérique.

- La deuxième observation à faire c'est qu'il n'est pas acceptable que les Etats-Unis d'Amérique, qui se trouvent pendant trois jours réunis avec leurs partenaires au-sein de ce sommet prennent, peu de jours après, sans en avoir informé leurs partenaires, toute une série de dispositions contraignantes sur-le-plan des crédits à l'exportation, sur-le-plan des importations de biens produits avec des fonds publics ou une contribution de fonds publics, etc ... Il y a là deux manquements que j'estime graves à la solidarité des pays qui participent à ce sommet. Il ne faut pas que cela recommence. On ne peut pas - une fois, pour ce qui me concerne, à Ottawa, une deuxième fois à Versailles, et c'était la même chose avant - on ne peut pas se contenter de transformer ces conversations en moyen de propagande intérieure pour chacun des participants, ou alors ça ne vaut pas la peine, il ne faut pas en tenir.\

QUESTION.- Peut-on considérer maintenant que la balle est dans le camp des Américains et qu'on est en droit d'attendre de leur part une initiative pour reprendre les négociations, le dialogue ?

- LE PRESIDENT.- Le dialogue n'a pas été interrompu. Il y a eu d'abord le dialogue de Versailles qui a abouti à un texte, sur certains points, positif. Je pense en particulier au mouvement des taux de change, au désir de créer un embryon de système entre l'ECU, le yen et le dollar, toutes choses écrites et entendues. Bien sûr, il y a eu une sorte d'action unilatérale des Etats-Unis d'Amérique pour ôter toute portée à cette déclaration, cela n'est pas acceptable. Deuxièmement il y a toute une série de problèmes qui n'étaient pas évoqués à Versailles, qui auraient dû l'être et qui ont fait l'objet de mesures des Etats-Unis d'Amérique, contraignantes, vexatoires, injustes et dangereuses, créant un véritable protectionnisme déguisé, voulant mêler la Communauté européenne `CEE` à une série d'opérations, une sorte de sanction permanente, de durcissement dans-le-cadre des relations commerciales avec le monde de l'Est, toutes choses qui ne conviennent pas aux partenaires de la Communauté. Alors, le dialogue n'est pas interrompu, disons qu'il a eu dans ce dialogue un peu trop de monologue américain et je suis de ceux qui pensent - et d'ailleurs cela a été accepté - que la Communauté doit mettre en oeuvre les moyens dont elle dispose pour agir avec rapidité, efficacité, n'être jamais distancée dans la compétition commerciale. Il était nécessaire de dire à l'opinion publique internationale que la façon de faire de notre partenaire américain ne peut pas être acceptée par la communauté. Bien entendu, je le leur ai dit dans des termes plus vifs que ceux qui ressortent du texte, d'autres en termes encore beaucoup moins vifs que ceux qui restent dans le texte, mais enfin, vous avez l'oeil exercé, vous vous y retrouverez.\

QUESTION - Monsieur le Président - toujours sur le même sujet - est-ce que vous avez débattu de ce qu'il

QUESTION.- Monsieur le Président, toujours sur le même sujet, est-ce que vous avez discuté de ce qui faudrait faire dans le cas où les Etats-Unis ne modifieraient pas leur attitude actuelle. Et si ce n'est pas le cas qu'elle est votre opinion sur ce point ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez quand on prend une ligne de conduite, on ne raisonne pas tout aussitôt comme si elle avait déjà échoué. Menons cette expérience, puis on verra bien ce que les faits nous répondront. Je sais bien que les parties d'échecs ne sont gagnées que si l'on sait à peu près ce qui sera fait quelques demi heures plus tard et en l'occurrence, la politique internationale suppose un minimum de connaissance de ce jeu, mais enfin je ne vais pas discuter ici de ce qui arriverait si les propositions d'aujourd'hui avaient déjà échoué.

- QUESTION.- Monsieur le Président, toujours sur ce point : l'idée qu'éventuellement un nouveau sommet de Versailles, qui, l'année prochaine, devrait se tenir aux Etats-Unis, n'aurait pas lieu, le cas échéant, si les Etats-Unis n'avaient pas un comportement plus ouvert, est-ce que cette suggestion a été entendue ?

- LE PRESIDENT.- Non, ça c'est mon opinion à moi. Mon opinion est que, plutôt que de faire quelque chose qui ne sert à rien, autant ne pas le faire. C'est aussi simple que cela.

QUESTION.- Monsieur le Président, n'êtes-vous pas déçu par l'absence d'un véritable consensus européen en faveur des propositions que vous avez émises pour tenter de résoudre la crise du Proche-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Ah non, je m'excuse mais tout à l'heure, vous m'avez mal compris. Le texte qui a été adopté me convient tout à fait.

- QUESTION.- Il semble, concernant l'OLP qu'il y a eu beaucoup de tergiversations et qu'on n'est pas beaucoup ...

- LE PRESIDENT.- Alors là vous mélangez tout ! Pardonnez-moi de vous le dire. Là on risque d'être entraîné ... Mais ça se fait toujours dans les plus grandes douleurs. Vous connaissez des naissances faciles ? Non, non c'est toujours très difficile. L'essentiel c'est d'y arriver et le texte qui est ressorti de nos délibérations dont vous parlera le président Martens me convient tout à fait, puisque je l'ai accepté.

- QUESTION.- Monsieur le Président, pour en revenir au rôle reconnu par les Dix à l'OLP, est-ce que vous pouvez nous expliquer ce que le texte qui vient d'être adopté apporte par-rapport à la déclaration ...

- LE PRESIDENT.- Le président vous dira cela. Ce que je peux vous indiquer, moi, à mon corps défendant - je le rappelle, je m'attendais surtout à voir les journalistes français que je souhaitais rencontrer avant mon départ et je ne pensais pas, mais ça c'est un décalage d'horaire, que j'aurais à inaugurer ce genre d'explication, et donc je ne veux pas me lancer dans une analyse : vous connaissez la déclaration de Venise, ce que j'en acceptais, ce que j'en refusais, ce qui a été exprimé par moi lors du sommet européen de Luxembourg, pour ceux d'entre vous qui s'y trouvaient et j'avais dénié une certaine portée à la décision de Venise par le fait qu'elle reconnaissait comme seule méthode l'approche globale de la solution du conflit, alors que moi j'étais partisan, et je reste partisan, du pas-à-pas en vue de la négociation globale, bien entendu, donc c'était surtout une appréciation différente quant à la méthode. Mais sur le fait que l'on reconnaisse les partenaires - adversaires en la circonstance - et qu'on les qualifie comme des peuples ayant vocation à disposer d'une patrie et dont les droits doivent être reconnus, alors là-dessus, il n'y a pas du tout de différend entre nous. Je dirai même que je vais plus loin que la plupart d'entre eux, puisque je crois être l'un des rares à avoir dit que le peuple palestinien devait disposer des structures dans lesquelles il bâtirait les institutions de son choix.

QUESTION.- Monsieur le Président, même si les accouchements européens sont un petit peu difficiles, celui-là l'a été particulièrement parce qu'on attendait ça vers 11h00, midi, mais l'a eu à 16h00.

- LE PRESIDENT.- C'est toujours comme ça. Non, non la séance s'est terminée à 13h50, pour aller déjeuner.

- QUESTION.- Quelle est la sage-femme ou le bébé qui a fait trainer les choses en longueur ?

- LE PRESIDENT.- On ne s'est jamais trompé chez vous d'une semaine ?

- QUESTION.- Pour être plus sérieux on a dit qu'il y avait des sujets de discussion sur lesquels on s'est beaucoup heurté. Quels ont été ces sujets de discussion ?

- LE PRESIDENT.- Non, on ne peut vraiment pas dire qu'il y ait eu de retard. Les discussions sont toujours longues, elles n'ont pas été difficiles. Je dois dire que c'est le sommet qui m'est apparu comme le moins tissé de contradictions, car le consentement était assez aisé et restait la formulation, le

vocabulaire, les prudences des uns et des autres. Mais il y a eu assez aisément accord sur l'attitude à prendre au Proche-Orient et sur l'attitude à prendre à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Sur ces deux points, qui étaient d'ailleurs les deux points principaux du débat, il n'y a pas eu de difficultés de fond telles que l'on ne puisse avec un peu de temps les surmonter. Une séance qui a commencé à 10h30 et qui s'achève à 13h30 ce n'est pas considérable avec deux textes de cette importance, plus quelques autres. Non il ne faut pas s'inquiéter de ce temps là. Je ne cherche pas ici à dorer je ne sais quelle pilule. Je dis simplement que les discussions n'ont pas été difficiles.\

QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Non, non, les négociations continuent. Je crois même que c'est noté dans le texte. Je suis à l'avance plein d'excuses à l'égard du président en exercice qui termine son mandat du Conseil européen, car je ne veux pas préjuger de ce qu'il a à vous dire. Je crois qu'on en a assez dit.

- QUESTION.- un plan d'évacuation des Palestiniens ?

- LE PRESIDENT.- Mais pour l'instant, il semble d'après les dépêches que je connais, il semble que l'on ne sache pas encore exactement les décisions prises par l'OLP. Là aussi je me garderai de préjuger. De toutes façons la France, bien entendu, accomplira l'oeuvre humanitaire, pour le moins humanitaire, et pour le plus son devoir de politique internationale, qui consisterait naturellement à épargner les vies humaines et à faire que ce qui sera accompli ne soit pas irréparable.

- QUESTION.- Monsieur le Président, y a-t-il eu une éventuelle décision sur l'embargo sur les ventes à Israël d'armes ?

- LE PRESIDENT.- Le président vous en parlera, en effet il n'y a pas eu de texte voté, mais le président est quand même mandaté pour vous en parler.

- QUESTION.- Monsieur le Président, on a entendu dire qu'il y a des contacts entre la France et l'Egypte en vue de la préparation d'une initiative mixte franco - égyptienne pour préserver une solution honorable pour la sortie de l'OLP de Beyrouth ?

- LE PRESIDENT.- Vous allez trop vite, simplement. Ce qui est vrai c'est qu'il y a relation. Ce qui est vrai, c'est qu'en vous quittant, maintenant, dans deux minutes, je partirai pour Paris, et que je recevrai à mon arrivée à l'Elysée, M. Boutros Ghali, porteur d'un message de M. Moubarak. Il y a forcément quelque chose dans ce message et j'en ai bien une certaine idée. Ce qui est vrai, c'est que la démarche égyptienne et la démarche française se ressemblent beaucoup. Mais comme j'ignore, cependant, l'exacte teneur de ce message, j'attendrai de l'avoir lu pour le commenter.

- Merci mesdames et messieurs, vous avez une conférence de presse beaucoup plus substantielle qui suivra celle-là.\